ASSURANCES

L'ASSURANCE-VIE SANS EXAMEN MEDICAL

Quatre compagnies canadiennes, la Confederation Life, la London Life, la Manufacturers' Life et l'Excelsior Life prennent à présent des affaires d'assurance-vie jusqu'à \$1,000 sans examen médical de la part de l'applicant. Cette forme d'assurance n'est cependant pas accessible à tous, car beaucoup de questions relatives à la santé de l'applicant doivent être accompagnées d'une réponse sur la formule spéciale de demande prévue pour cette catégorie d'affaires.

Cette innovation était prise en considération depuis quelque temps déjà par les compagnies d'assurance-vie, mais ce n'est qu'au nouvel an que cette action a été prise.

Dans une causerie faite devant l'Insurance Institute de Toronto, le 17 février, M. E. E. Reid, gérant de la London Life Insurance Co., de London, Ont., discutait de ce sujet au complet. Il disait, entre autre:—

“Les affaires d'assurance-vie dans la période d'avant la guerre étaient toujours considérées d'une nature tellement stable qu'aucun cataclysme ne semblait être possible. Pendant les six dernières années cependant, des événements graves se sont suivis rapidement et si l'assurance n'avait été un commerce plein de vitalité et basé sur la fondation solide de la plus certaine de toutes les sciences, il n'aurait pas été surprenant d'enregistrer de nombreuses faillites.

Nul n'accusera les compagnies d'assurance-vie d'avoir fait des profits indus dans ces dernières années et comme résultat de l'expérience de la période en question, non seulement le public s'est imbu de l'idée de stabilité et de sécurité des institutions d'assurance-vie, mais dans l'esprit même de ceux plus ou moins directement engagés dans ce commerce, une confiance s'est établie plus grande que jamais.

Dans beaucoup de régions du pays, de grandes difficultés se sont présentées dans l'obtention d'examen médicaux après que le travail des agents avait été accompli.

L'annulation de l'examen médical amènera dans la protection du système d'assurance-vie un grand nombre de familles qui ne sont pas protégées à présent. L'introduction d'un tel système contribuera à maintenir l'intérêt populaire qui a été créé, ces récentes années en faveur de l'assurance-vie. La multiplication du nombre des petits risques, pourvu qu'ils soient de bonne qualité, est avantageuse en ce sens qu'elle répartit plus largement le montant total du risque. Si cette pratique devient plus générale, l'effet sera de permettre aux compagnies d'accepter, sans contrainte induite, un volume d'affaires considérablement plus grand que celui actuellement possible.

Enfin le système en question soulagera les compagnies relativement aux frais extrêmes de la première année qui sont anormalement élevés, surtout dans le cas de petites polices.

L'assurance collective avait attiré l'attention des actuaires canadiens sur la question d'accepter des risques sans examen médical et il est surprenant de voir combien pensèrent qu'il n'était pas possible légalement de transiger de telles affaires, ou que c'était une expérience trop dangereuse pour en faire l'essai.

L'assurance-vie sans examen médical, précède de beaucoup les affaires d'assurance collective, quoique ce ne soit pas dans notre pays, pour des polices d'un montant quelque peu considérable. En Grande Bretagne, ce système est en vogue pour l'assurance “ordinaire” depuis un grand nombre d'années et un résumé très complet des systèmes en usage est contenu dans un document de M. John Nicoll, lu devant la Faculté des Actuaires en 1904 et inclus dans la partie IV, volume II des Transactions de la Faculté.

Il est d'ailleurs connu de la plupart d'entre nous qu'aux premiers jours de l'assurance-vie, les directeurs eux-mêmes formaient le conseil médical qui décidait de la qualification physique de l'applicant à l'obtention d'une assurance. On raconte que ces applicants devaient se présenter en personne et faire les exercices de gymnastique que le bureau des directeurs jugeait nécessaires. Ce système fut en pratique pendant plus d'un siècle, mais au début du dix-neuvième siècle on vit se dessiner un mouvement en faveur des examens médicaux. Bien que la Société Equitable fut formée en 1762 dans le but de conduire l'assurance sur des lignes modernes, ce ne fut qu'en 1858 qu'un examinateur médical régulier fut nommé et ce ne fut en fait qu'au milieu du 19ième siècle que l'enregistrement de ces examens fut adopté.

La pratique d'exiger un rapport complet n'ayant pas été mal accueillie, une question après une autre fut ajoutée au rapport au point que celui-ci devint une chose si formidable que l'examen prit la forme d'un travail sérieux, non seulement pour l'examineur mais aussi pour l'examiné. La complexité du rapport devint telle qu'elle souleva les protestations des examinateurs médicaux et des actuaires, et voici ce que M. James Chisholm, dans son rapport lu devant l'Institut des Actuaires en mars 1886, disait à ce sujet:—

“Nous serions enclins à douter de la sagesse de nos arrières-grands-pères et à nous moquer d'une pratique qui répond si peu aux exigences des temps présents. Mais je suis assez hérétique pour penser, en dépit du degré avancé de précision scientifique auquel nous en sommes, que nous ferions bien de les copier et que, avec l'addition d'un rapport de l'histoire de la famille, nous puissions accepter des existences venant à nous dans les mêmes conditions qui environnèrent et sauvèrent ces premiers clients d'assurance-vie sans même la nécessité d'un examen médical. Nous pouvons discréditer la cause de l'assurance-vie dans le public par une adhésion trop sévère aux formules et questionnaires alors qu'il serait facile d'en amoindrir la rigueur ou de s'en dispenser.”